

Nucléaire : ambivalences sud-coréennes

Une certaine opinion de gauche, en Corée du Sud, est plutôt fière du défi que Pyongyang lance au monde avec son essai nucléaire

L'essai nucléaire nord-coréen met les Sud-Coréens dans une situation délicate. Ils ne souhaitent pas que des sanctions aboutissent à la chute du régime de Pyongyang, qui conduirait à une réunification. Pour eux, subventionner le Nord est moins coûteux et dangereux que de fusionner avec lui. Heureusement pour les diplomates sud-coréens, l'administration Bush, confrontée au fiasco irakien et au défi nucléaire iranien, cherche aussi à éviter une crise en Asie.

Mais, au-delà des péripéties diplomatiques des semaines à venir, il faut essayer de comprendre ce que représente la « bombe » nord-coréenne pour certains Sud-Coréens. La Corée du Sud est un pays profondément divisé par l'histoire du XX^e siècle, comme le fut la France du XIX^e entre les admirateurs de la Révolution et les Français en deuil du roi très chrétien.

Les conservateurs sud-coréens sont fiers des réalisations du régime militaire (1961-1988) qui transforma un pays plus

Robert Dujarric

Coprésident du Groupe d'étude Corée-Japon de Tokyo

pauvre que le Ghana en grande puissance industrielle. Ils admirent les Etats-Unis, dont l'intervention sauva la jeune République de Corée de l'invasion communiste en 1950. Ils souhaitent maintenir l'alliance avec Washington pour garantir la sécurité du pays. Ils ne sont pas forcément japhophiles, mais souhaitent établir de bonnes relations, y compris militaires, avec Tokyo, l'autre allié américain en Asie du Nord-Est. Ils trouvent utile de développer des relations économiques avec la Chine, mais se méfient aussi des intentions de Pékin. Finalement, ils acceptent la nécessité d'aider le Nord pour éviter une unification immédiate, mais ils haïssent le régime de Pyongyang.

En revanche, la gauche sud-coréenne (ou les progressistes, selon la terminolo-

gie coréenne) a une vision diamétralement opposée. Les généraux dictateurs furent, pour les progressistes, d'horribles tortionnaires cautionnés par Washington et Tokyo. Les Etats-Unis sont dans leur esprit une puissance occupante qui a pris le relais des colonialistes japonais. Les conservateurs sont, aux yeux de cette gauche, d'anciens « collabos » reconvertis dans le rôle de laquais des Américains. La Chine a le mérite à leurs yeux d'échapper à l'empire américain. Quant à la Corée du Nord, c'est un frère égaré qu'il faut comprendre, aider, et surtout ne pas diaboliser.

Les progressistes sud-coréens sont des nationalistes de gauche. Pour certains, ne pas parler de langues étrangères est une source de fierté. Ils méprisent les conservateurs, diplômés d'universités américaines, qui s'expriment aussi facilement en anglais qu'en coréen et envoient leurs enfants étudier aux Etats-Unis. Ce nationalisme a une composante ethnique qui le différencie du nationalisme « universel » de la Révolution française. Cet eth-

nonationalisme pousse les progressistes à admirer la Corée du Nord. Pour eux, Pyongyang, contrairement à Séoul, a toujours tenu tête aux étrangers. Aux Japonais, lorsque les communistes combattaient l'armée nipponne tandis que les bourgeois coréens faisaient des affaires avec l'occupant, puis aux Américains depuis la guerre de Corée, et même aux Chinois et aux Russes en refusant l'inféodation à Pékin et Moscou. Dans cette optique, il y a pour certains Sud-Coréens quelque chose d'admirable chez Kim Jong-il, qui tient tête au monde entier alors que les présidents sud-coréens font des courbettes devant les puissants de ce monde.

La très grande majorité des électeurs de gauche en Corée du Sud ne souhaitent pas vivre sous un régime communiste. Ils ne sont pas prêts non plus à partir en guerre contre les Etats-Unis et le Japon. Mais, psychologiquement, beaucoup sont fiers de voir la Corée du Nord se hisser au rang des puissances nucléaires. Ils ne se sentent pas menacés, convaincus que leurs frères de race n'attaqueront jamais d'autres

Coréens. En revanche, ils espèrent que le jour où la péninsule sera unie, la bombe de Kim Jong-il deviendra l'arme atomique de tous les Coréens face au Japon.

Dans l'immédiat, les divisions entre conservateurs et progressistes n'ont pas un énorme impact sur la gestion de la crise. Le gouvernement de gauche du président Roh est faible, il veut simplement éviter une rupture avec Pyongyang et Washington. Il y arrivera probablement grâce, entre autres, à l'Irak et à l'Iran, qui affaiblissent les Etats-Unis en Asie. Mais, sur le long terme, les partenaires de la Corée du Sud doivent tenir compte du nationalisme de gauche d'une partie de l'opinion. Même si la droite gagne la prochaine présidentielle (fin 2007), ce courant est puissant en Corée. Pour l'instant, il joue contre les Etats-Unis et le Japon. Mais un jour il pourrait aussi devenir sinophobe si les Coréens craignent un nouvel impérialisme chinois ou si la Chine fait pression sur Pyongyang. On peut compter sur les progressistes pour s'opposer à un régime de sanctions contre la Corée du Nord. ■

Le livre du jour

Le commerce du sang des autres

En début d'année sortait sur les écrans français *Lord of War*. Le film décrivait comment un jeune Américain issu de l'émigration ukrainienne en était venu à se lancer dans le fructueux commerce des armes, jusqu'à devenir le fournisseur attitré de seigneurs de la guerre africains qui auraient mérité la potence.

Pour le scénario, le réalisateur du film s'était inspiré de trafiquants réels : à coup sûr de Victor Bout, un quadragénaire russe qu'un ministre britannique qualifiera un jour de « Bill Gates

Trafics d'armes : enquête sur les marchands de mort de Laurent Léger
Flammarion, 344 pages, 20 €

du trafic », une allusion au génie américain de l'informatique ; probablement aussi de Leonid Minin et de Vadim Rabinovitch, deux Ukrainiens naturalisés israéliens mis en cause pour leurs liens douteux avec l'ancien président du Liberia, Charles Taylor – aujourd'hui incarcéré à La Haye dans l'attente d'un procès pour crimes contre l'humanité.

Les tribulations de ces personnages et de quelques autres constituent la pâte de *Trafics d'armes*, un livre enquête signé par un journaliste Laurent Léger. L'ouvrage n'est pas sans défaut. Le plan désarçonne par ses allers-retours et le travail de relecture à l'évidence n'a pas bénéficié d'une attention suffisante. Mais ces réserves sont secondaires. *Trafics d'armes* est un livre passionnant et instructif.

L'auteur a beaucoup lu. Il a épilé une quantité de rapports officiels venus de l'administration américaine et des Nations unies. Il a eu accès à des notes des services de renseignement français et étrangers (les plus croustillantes sont publiées en annexe). Surtout, en bon enquêteur, il a réussi à nouer des contacts avec quelques-uns de ses « héros » et à les faire parler suffisamment pour donner de l'épaisseur aux portraits des hommes de l'ombre.

Ainsi au fil des pages, qui font la part (trop ?) belle aux trafiquants français, défilent des hommes très différents les uns

des autres. Il n'y a pas de portrait type du trafiquant d'armes. Fils de notaire, le fringant Jacques Monsieur, un Belge bien introduit auprès des mollahs iraniens, est un passionné d'équitation alors que le bedonnant Leonid Minin était un cocaïnomanie avéré. Mis en cause par l'ONU pour son rôle au Liberia, le Français Gérard Desnoes vient de l'industrie agroalimentaire alors que Robert Montoya, dont on a beaucoup parlé à propos de la Côte d'Ivoire, est un ancien gendarme.

Ce qui les rapproche, c'est leur talent à brouiller les pistes et à tromper leur monde sur ce qu'ils sont réellement. Des marchands de mort ou des agents secrets au service d'un pays ? Entretenir l'opacité et l'ambiguïté est pour le trafiquant d'armes le meilleur des passeports en cas de problème. Incarcéré à maintes reprises (en Iran, en Turquie, en Belgique, en France), « suspecté d'avoir alimenté en armes des contrées à feu et à sang et d'avoir violé allégrement embargos internationaux et lois nationales », Jacques Monsieur s'est toujours présenté comme un agent travaillant pour Israël et accessoirement pour les Belges. Il n'est pas le seul.

En réalité, les trafiquants n'ont pas le choix. Ils ne peuvent pas exercer leur lucratif métier de marchands d'armes sans entretenir des liens avec les services de renseignement. La meilleure illustration en est Victor Bout, un as du blanchiment des compagnies aériennes. Propriétaire de plusieurs dizaines d'appareils « dont le statut juridique est on ne peut plus flou et varie de jour en jour », le Russe est suspecté d'avoir utilisé sa flotte pour successivement approvisionner en armes le commandant Massoud, les talibans afghans, les islamistes de Bosnie...

Le plus piquant est que le même homme a mis ses appareils à la disposition de la France pour transporter les soldats de l'opération « Turquoise » au Rwanda et les GI's en Afghanistan puis en Irak. Le Russe a donné un coup de main à l'ONU pour acheminer des casques bleus au Timor-Oriental. On comprend mieux comment Victor Bout reste intouchable. ■

JEAN-PIERRE TUQUOI

AUGMENTATION DE CAPITAL SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Investissez dans une action d'avenir

Une croissance soutenue

Depuis plusieurs années, la stratégie mise en œuvre par Société Générale lui a permis de dégager une croissance soutenue et rentable année après année. La taille du Groupe a ainsi plus que doublé depuis 1998.

Société Générale a acquis une position de référence dans tous ses métiers : les Réseaux de Détail, les Services Financiers, les Gestions d'Actifs et Services aux Investisseurs ainsi que la Banque de Financement et d'Investissement.

En 2006, Société Générale a été nommée meilleure Banque dans le monde par Euromoney pour sa forte croissance, sa rentabilité élevée et sa gestion des risques.

Des acquisitions pour la croissance de demain

Depuis le début de l'année, Société Générale a annoncé des opérations d'acquisitions visant à renforcer ses métiers et à lui ouvrir de nouveaux horizons de croissance, dont notamment : la prise de contrôle de 100% de Splitska Banka en Croatie, pour 1 milliard d'euros ; l'acquisition de l'activité de conservation et d'administration de fonds d'Unicredit en Italie, pour 548 millions d'euros ; la prise de participation à hauteur de 20% dans Rosbank, deuxième acteur en banque de détail en Russie, pour 634 millions de dollars, avec la possibilité d'en prendre le contrôle majoritaire d'ici fin 2008 pour 1 700 millions de dollars.

L'augmentation de capital

Afin de poursuivre sa stratégie de croissance rentable, Société Générale lance une augmentation de capital de 2,4 milliards d'euros par création d'actions nouvelles, réalisée avec maintien du droit préférentiel de souscription dans le respect de l'intérêt de ses actionnaires.

103 000 collaborateurs
(au 31.12.05)

76 pays

114 nationalités

Les modalités de l'opération :

Souscription du 2 au 13 octobre 2006

1 action nouvelle pour 20 actions anciennes

Prix de 108,00 euros par action nouvelle

POUR PLUS D'INFORMATION :

Numéro vert : 0 800 850 820

www.socgen.com ou www.ir.socgen.com



SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Réseaux de Détail & Services Financiers ■ Gestions d'Actifs & Services aux Investisseurs ■ Banque de Financement & d'Investissement

Un prospectus ayant reçu de l'Autorité des marchés financiers le visa n°06-327 en date du 27 septembre 2006 est disponible sans frais auprès de Société Générale, - Tour Société Générale, 17, cours de Valmy - 92972 Paris La Défense, auprès des intermédiaires financiers ainsi que sur les sites Internet de Société Générale (www.socgen.com ou www.ir.socgen.com) et de l'AMF (www.amf-france.org). Ce prospectus est composé du document de référence déposé auprès de l'AMF le 9 mars 2006 sous le numéro D.06-0117 et des actualisations déposées le 12 juin 2006 et le 1^{er} septembre 2006 sous les numéros D.06-0117-A01 et D.06-0117-A02 respectivement et d'une note d'opération. Société Générale attire l'attention du public sur les sections relatives aux facteurs de risque figurant dans le prospectus visé par l'AMF.

HARRISON WOLF © Arnaud Lamolle / Yelky